

Des Tibétains, des Ouïgours et même des Suisses témoignent de la surveillance du régime chinois

L'œil de Pékin n'est pas loin

« PHILIPPE BOEGLIN

Surveillance » Ils ont souvent un point commun, la peur. Des dizaines de Tibétains et de Ouïgours vivent en Suisse, mais ne sont pas tous rassurés pour autant. La Chine communiste qu'ils ont quittée, ou fuie, ne les perd pas de vue. Elle les surveille, épie, intime. Une réalité que le Service de renseignement de la Confédération (SRC) ne se prive pas de souligner. Le problème est connu, mais assez superficiellement (notre édition du 6 avril).

Pour tenter de capter l'ampleur du phénomène, nous avons fouillé au sein de la communauté tibétaine et rencontré des Ouïgours de Suisse. Plusieurs personnes n'ont pas souhaité s'exprimer, même sous couvert d'anonymat. Au final, treize témoignages ont pu être réunis et des éléments écrits ont été consultés. Les récits se recoupent souvent. Protégés par l'anonymat, ils montrent que des opérations de Pékin visent régulièrement les minorités ethniques opposées politiquement: attaques cyber, communications mises sur écoute, pressions sur les proches demeurés au pays, filatures. La répression subie au Tibet et au Xinjiang se prolonge jusque sous nos latitudes – évidemment moins brutalement.

Crainte du kidnapping

Parmi les Ouïgours et Tibétains, certains craignent sérieusement d'être kidnappés par des agents chinois, expliquant que des compatriotes sont enlevés à l'étranger. Plusieurs témoins relèvent un procédé similaire: une invitation à se rendre dans un autre pays sous différents prétextes, par exemple pour «y chercher des cadeaux envoyés par la famille». Cela peut être en Italie, en Autriche. Le Ouïgour Kerim Sharif, naturalisé suisse, en a fait trois fois l'expérience. Il a toujours contourné l'obstacle et rien de fâcheux ne lui est arrivé. Parmi les Tibétains, des sans-papiers se sentent encore plus menacés: leur statut ne leur offre aucune protection de la Confédération.

Moins frontales, d'autres attaques se produisent sur internet. Même des Suisses, actifs en faveur ou en lien avec les Tibétains, disent avoir été ciblés. La Société d'amitié Suisse-Tibet en a presque pris l'habitude. «Notre site internet est régulièrement attaqué. Avec les années, nous avons dû prendre des mesures de sécurité importantes pour continuer à fonctionner», soupire Thomas Büchli, président. «Rien qu'en janvier dernier,

notre site a subi plus de 225 000 attaques en l'espace de sept jours. C'est typique: la Chine veut nous perturber à l'approche du 10 mars, journée commémorative du soulèvement tibétain à Lhassa (capitale du Tibet, ndlr) en 1959, pour laquelle nous organisons de multiples activités.»

Intrusions sur smartphone

Une chercheuse d'une université suisse a un vécu similaire. Elle mène un travail sur les Tibétains et a pour ce faire des contacts au sein de la diaspora. Elle s'est également rendue au Tibet dans ce cadre. Dernièrement, un de ses collègues, qui collabore sur le sujet, a subi une tentative de piratage informatique, localisée en Chine par son pare-feu: une personne a essayé de prendre le contrôle de son ordinateur à distance. D'autres témoignages évoquent des essais d'intrusions externes sur leurs téléphones portables ou boîtes

mails, notamment via des adresses chinoises (avec l'indicateur. cn).

Les employés de Pékin agissent autrement encore. Ils mettent les communications sur écoute, captent les échanges entre exilés et leurs familles

au pays. Responsable à la Société pour les peuples menacés, Angela Mattli illustre. «Nous sommes en contact avec la communauté ouïgoure et observons la surveillance croissante avec une grande inquiétude. Malheureusement, nous avons connaissance de cas où, dans le cadre d'une manifestation en faveur des droits de l'homme, des proches ont disparu au Xinjiang.

Nous sommes en train de documenter et analyser ces incidents et de les signaler au SRC afin qu'ils soient pris en compte dans le prochain rapport de sécurité ainsi que dans le rapport du Conseil fédéral sur la question des Tibétains et des Ouïgours.» Des Tibétains font part de situations ressemblantes. Leurs familles sur place ont reçu la visite des autorités récemment, en lien avec un appel téléphonique. Elles ordonnent de ne plus les rappeler.

Restent les filatures. Elles se produisent lors de rassemblements politiques par exemple. Mais pas seulement. Les témoignages

coïncident. Les Tibétains se disent surveillés dans la rue, dans des magasins, être pris en photo et filmés. Ils se masquent souvent le visage pour éviter d'être reconnus et préserver leurs proches de représailles au pays.

«Notre site internet est régulièrement attaqué» Thomas Büchli

Ce type d'opérations ne s'applique pas qu'aux Tibétains et Ouïgours. Une Suisse se rappelle: après avoir fait des démarches avec une amie tibétaine au consulat de Chine, quelle ne fut pas sa surprise de constater que des employés de la représentation l'ont suivie dans la rue sur plusieurs centaines de mètres. Outrée, elle a consigné une partie de son expérience dans une lettre (que nous avons consultée) envoyée au canton compétent. «Il est scandaleux qu'ils se permettent d'agir de la sorte, au mépris de nos lois!»

Berne peine à réagir

Des années durant, la politique et les autorités suisses n'ont pas vraiment réagi, bien que des opérations leur soient signalées. Des signes contraires s'esquissent à présent. Le Conseil fédéral a été chargé par le Conseil national de préparer un rapport sur les Tibétains et d'y inclure les Ouïgours. Des parlementaires ont en outre déposé des interventions pour serrer la vis. La grande question: seront-elles concrétisées? »

L'AMBASSADE NIE EN BLOC

L'ambassade de Chine en Suisse rejette en bloc les reproches portés à l'encontre du régime de Pékin. Nous lui avons envoyé huit questions, portant sur les principaux témoignages de surveillance et d'intimidation. La représentation diplomatique nous a envoyé une déclaration: «Le Gouvernement chinois et le service diplomatique chinois en Suisse n'ont jamais surveillé ni menacé leurs compatriotes chinois à l'étranger, y compris les Ouïgours et les Tibétains, et ne le feront jamais, sans parler d'utiliser des termes aussi sensationnalistes qu'«enlèvement».» Pour l'ambassade chinoise, les récits n'ont «aucune base factuelle ou preuve, et les soi-disant «témoignages» ne sont que des mots vides sans aucune preuve». PBO



Les Ouïgours qui dénoncent la politique chinoise au Xinjiang se sentent menacés. Keystone

L'élection des juges n'est pas une loterie

Parlement » Le Conseil des Etats rejette l'initiative qui veut instaurer le tirage au sort des juges fédéraux.

L'élection des juges fédéraux ne doit pas être revue. A l'instar du National, le Conseil des Etats a rejeté hier l'initiative sur la justice, visant à instaurer une désignation par tirage au sort. Il n'a pas non plus voulu d'un contre-projet direct.

Déposée par l'entrepreneur Adrian Gasser, l'initiative «Désignation des juges fédéraux par tirage au sort» entend rendre les juges plus indépendants. Les candidats doivent pouvoir accéder à ces hautes fonctions grâce à leurs seules qualifications, même s'ils n'ont pas de réseau politique, selon le texte.

Sélectionnés par une commission d'experts, les juges seraient ensuite tirés au sort de

façon à ce que les langues officielles soient équitablement représentées. Et ils pourraient exercer cinq ans au-delà de l'âge ordinaire de la retraite.

Les sénateurs n'en veulent pas. L'initiative contredit la pratique en Suisse où les juges sont élus et bénéficient d'une légitimité démocratique, un principe qui n'a rien à voir avec une désignation selon un processus

aléatoire, a déclaré Beat Rieder (centre, VS).

Le système en vigueur a fait ses preuves. Pour Andrea Caroni (plr, AR), président de la commission judiciaire, le mot d'ordre doit être: «Voter plutôt que jeter les dés, démocratie plutôt que loterie». Le tirage au sort ne garantirait en rien une meilleure indépendance ou équité, a renchéri l'indépendant Thomas Minder (SH). » ATS

GENÈVE-PARIS

LE TGV MOINS POLLUANT

Une étude révèle que le TGV entre la Suisse et la France émet 16 à 20 fois moins de CO₂ qu'un avion ou une voiture thermique. Il est aussi quatre fois moins polluant qu'un bus. Pour un voyage de Genève à Paris, il faut compter une émission de 98 kg de CO₂ pour un avion, tandis que pour le train rapide, ce taux est de 5,2 kg, selon TGV Lyria qui a commandé l'étude. ATS

Pales d'éoliennes recyclables?

Energie » Holcim et GE Renewable Energie ont annoncé hier un partenariat pour chercher à recycler les matériaux venant d'éoliennes mises hors service. Le géant suisse du ciment et la division de la multinationale américaine ont signé un protocole d'accord. Ils veulent trouver de nouvelles façons de réutiliser ces matériaux, notamment pour de nouveaux parcs éoliens. » ATS/AWP